

Assystem

Société Anonyme

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche
92300 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

Assystem

Société Anonyme

Tour Egée, 9-11, allée de l'Arche
92300 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Assystem S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Assystem S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans la note 1 « Principes comptables généraux » de l'annexe des comptes consolidés concernant l'incidence des changements de méthodes comptables mentionnés aux paragraphes « IFRS9 – Instruments financiers » et « IFRS15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ».

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des goodwill

Notes annexes 1, 3.3 et 3.4

Risque identifié

Réponse apportée

Les acquisitions auxquelles le Groupe a procédé ont donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill déterminé comme étant la différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Ces goodwill figurent au bilan pour un montant net de 82,8 millions d'euros au 31 décembre 2018 (76,7 millions d'euros pour l'activité Energy & Infrastructure (E&I) et 6,1 millions d'euros pour l'activité Staffing). Ils ont été affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées.

Nous avons apprécié la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur.

Nous avons effectué un examen des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et apprécié notamment :

- Le niveau de regroupement des UGT retenu pour les tests de dépréciation des goodwill et la cohérence des éléments composant la valeur comptable des UGT avec les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests de perte de valeur ;
- Le caractère raisonnable des flux de trésorerie prévisionnels par rapport aux contextes économiques et financiers dans lesquels opèrent les activités E&I et Staffing ;

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur à chaque fin d'exercice, ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié, afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de coûts de sortie et la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'UGT sur une période de quatre années ; les flux futurs de trésorerie au-delà de quatre ans ont été extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance qui n'excède pas le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) du secteur.

Par ailleurs, une évolution défavorable des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut conduire à comptabiliser une dépréciation complémentaire.

Les modalités du test de perte de valeur mis en œuvre ainsi que le détail des hypothèses retenues sont décrites en note 3.4.

Nous avons ainsi considéré que l'évaluation des goodwill est un point clé de notre audit compte tenu du degré élevé d'estimations et de jugement mis en œuvre par la direction, de la sensibilité des valeurs recouvrables à la variation des hypothèses de prévisions et du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.

- La cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;
- La cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;
- La fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences constatées entre les prévisions et les réalisations au titre des performances passées ;
- Le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;
- Des analyses de sensibilité de la valeur d'utilité à une variation des principales hypothèses retenues.

Nous avons enfin apprécié si les notes annexes (notamment les notes 1 « Principes comptables généraux », 3.3 « Goodwill » et 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur ») donnent une information appropriée.

Reconnaissance du chiffre d'affaires des prestations au forfait

Notes annexes 1, 5.1 et 9

Risque identifié**Réponse apportée**

Au 31 décembre 2018, le chiffre d'affaires du groupe Assystem s'élève à 444,1 millions d'euros et les créances clients inscrites au bilan s'élèvent à 150,8 millions d'euros en valeur nette.

Dans le cadre de ses activités, le Groupe génère notamment certains revenus et résultats relatifs à des contrats de prestations de service à long terme. Ces contrats dits « au forfait » représentent des contrats sur lesquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit défini dans un contrat cadre pour chaque typologie de services qui seront commandés.

Pour les prestations réalisées au forfait notamment dans les activités des E&I, le chiffre d'affaires est comptabilisé, conformément à la norme IFRS 15 au fur et à mesure du transfert de contrôle de la prestation réalisée.

Ces contrats donnent lieu à comptabilisation du chiffre d'affaires en fonction de la méthode dite à l'avancement. Les critères de détermination du pourcentage d'avancement peuvent inclure, à une date considérée, l'examen des travaux effectués, les services rendus par rapport au total des services à exécuter et les coûts encourus par rapport au total des coûts estimés. Les critères à retenir sont laissés à l'appréciation du manager de l'unité opérationnelle qui choisira le plus adapté au suivi du projet.

Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses

Nous avons pris connaissance et testé les processus de contrôle interne mis en place par le Groupe en lien avec la contractualisation, le suivi des projets, la facturation et la comptabilisation des contrats.

Les autres procédures d'audit mises en œuvre sur l'évaluation du chiffre d'affaires des contrats au forfait ont consisté à sélectionner, selon une approche multicritères d'échantillonnage (volumes d'affaires ou d'encours, complexité des projets, variations atypiques entre deux périodes ou par rapport aux standards du Groupe, nouveaux contrats de la période...), des projets pour lesquels nous avons :

- Apprécie la conformité du traitement comptable retenu avec les clauses contractuelles ;
- Apprécie le bien fondé des estimations des résultats à terminaison et de la détermination des degrés d'avancement par recoupement avec notre compréhension de ces projets acquise lors d'entretiens menés avec les contrôleurs de gestion et les chefs de projet et par comparaison avec les performances passées pour des contrats similaires ;
- Corroboré la position financière de ces projets avec les éléments probants correspondants (contrats, commandes, procès-verbaux d'acceptation des clients, données de suivi des temps) ;
- Mis en œuvre de procédures de revue analytique portant sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat comptabilisé sur l'exercice.
- Apprécie la conformité de la méthode de reconnaissance du revenu avec la

estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des actualisations d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Nous avons considéré que la reconnaissance du chiffre d'affaires des contrats au forfait est un point clé de notre audit dans la mesure où elle est basée sur des jugements et estimations de la direction quant à la détermination du pourcentage d'avancement, du résultat à terminaison et des risques financiers attendus sur ces contrats.

norme IFRS 15 dans le cadre de la première année d'application.

- Mis en œuvre des procédures de contrôle de la correcte application de la norme IFRS 15 sur un échantillon représentatif de contrats de prestations au forfait.

Nous avons enfin vérifié que les notes annexes (notamment les notes 1 « Principes comptables généraux », 5.1 « Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel » et 9 « Provisions ») donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Assystem S.A. par votre Assemblée générale du 26 août 1999 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2018, le cabinet Deloitte & Associés était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG dans la dixième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes

consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris La Défense, le 3 avril 2019
Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.


Eric ROBERT

Deloitte & Associés


Albert AÏDAN

5.2 COMPTES CONSOLIDÉS

5.2.1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

<i>En millions d'euros</i>			
	Notes	2018	2017
Goodwill			
Immobilisations incorporelles	3.3	82,8	81,5
Immobilisations corporelles	6.1	4,7	1,6
Immeubles de placement	6.2	7,6	6,7
Participations dans des entreprises associées	6.3	1,4	1,4
Titres Expleo Group mis en équivalence	5.2	0,7	0,7
Obligations convertibles Expleo Group	6.4	88,1	64,7
Titres et obligations convertibles Expleo Group	6.4	102,2	63,6
Autres actifs financiers	6.4	190,3	128,3
Impôts différés actifs	6.5	129,1	128,6
Impôts différés actifs	12.3	4,7	4,5
Actif non courant		421,3	353,3
Clients et comptes rattachés	5.1	150,8	160,0
Autres créances	5.1	40,6	47,5
Actifs d'impôt courants		1,1	0,5
Autres actifs courants		0,5	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	32,4	28,2
Actif courant		225,4	236,7
Total de l'actif		646,7	590,0

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

PASSIF

En millions d'euros

	Notes	2018	2017
Capital	7.1	15,7	15,7
Réserves consolidées		351,6	(28,4)
Résultat net part du Groupe		19,4	404,1
Capitaux propres part du Groupe		386,7	391,4
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,3
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		386,8	391,7
Emprunts et dettes financières	8.2	63,1	3,6
Engagements de retraite et avantages du personnel	5.3.2	14,7	13,7
Dettes sur acquisitions de titres	10	4,6	9,1
Provisions non courantes	9.1	16,6	16,4
Autres passifs non courants	10	1,3	1,8
Passif non courant		100,3	44,6
Emprunts et dettes financières	8.2	0,4	1,0
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	31,0	32,8
Dettes sur immobilisations		0,8	0,2
Dettes fiscales et sociales	5.1	89,1	85,9
Dettes d'impôt courantes		2,2	7,2
Dettes sur acquisitions de titres	10	1,1	-
Provisions courantes	9.1	3,7	8,2
Autres passifs courants	5.1	31,3	18,4
Passif courant		159,6	153,7
Total du passif		646,7	590,0

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>			
	Notes	2018	2017
Chiffre d'affaires	5.1	444,1	395,2
Charges de personnel	5.3.1	(322,0)	(277,7)
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(91,0)	(88,6)
Impôts et taxes		(0,9)	(0,8)
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	(4,4)	(3,0)
Résultat opérationnel d'activité	5.6	25,8	25,1
Quote-part des résultats des entreprises associées	5.2	0,8	0,9
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		26,6	26,0
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	5.6	(0,9)	(11,8)
Résultat opérationnel	5.6	25,7	14,2
Quote-part des résultats d'Expleo Group	6.4	(6,2)	2,3
Produit des obligations convertibles Expleo Group	6.4	8,3	1,5
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	8.5	(1,4)	(2,7)
Autres produits et charges financiers	8.5	-	2,8
Résultat avant impôt des activités poursuivies		26,4	18,1
Impôt sur les résultats	12	(6,2)	(4,8)
Résultat net des activités poursuivies		20,2	13,3
Résultat net des activités cédées		(0,3)	391,3
Résultat net consolidé		19,9	404,6
Résultat net – part du Groupe		19,4	404,1
Résultat net – participations ne donnant pas le contrôle		0,5	0,5
<i>En euros</i>			
Résultat de base par action	7.3	1,32	19,33
Résultat dilué par action	7.3	1,30	19,09
Résultat de base par action des activités poursuivies	7.3	1,34	0,61
Résultat dilué par action des activités poursuivies	7.3	1,33	0,61
Résultat de base par action des activités cédées		-	18,71
Résultat dilué par action des activités cédées		-	18,59

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2018	2017
Résultat net		19,9	404,6
<i>Dont autres éléments non recyclables du résultat global</i>			
Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	5.3.2	0,5	(1,4)
Effet de l'impôt		(0,1)	0,4
Réévaluation du passif au titre des avantages du personnel (nette de l'effet impôt)		0,4	(1,0)
<i>Dont autres éléments recyclables du résultat global</i>			
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture	8.3	(0,4)	0,9
Effet de l'impôt		-	(0,3)
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture (nets de l'effet impôt)		(0,4)	0,6
Écarts de conversion		(5,0)	(9,4)
Total des autres éléments du résultat global		(5,0)	(9,8)
Total résultat global		14,9	394,8
Part du Groupe		14,5	394,3
Part du Groupe – résultat		19,4	404,1
Part du Groupe – autres éléments du résultat global		(4,9)	(9,8)
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0,4	0,5
Part des participations ne donnant pas le contrôle – résultat		0,5	0,5
Part des participations ne donnant pas le contrôle – autres éléments du résultat global		(0,1)	-

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.



5.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2018	2017
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		26,6	62,6
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	4,4	7,1
EBITDA		31,0	69,7
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	5.1	31,5	(33,2)
Impôts versés		(4,8)	(14,0)
Autres flux		(7,4)	(4,6)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		50,3	17,9
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités poursuivies</i>		51,7	23,2
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités cédées</i>		(1,4)	(5,3)
Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions, dont :		(7,9)	(10,3)
<i>Acquisitions d'immobilisations</i>	6.6	(8,1)	(11,0)
<i>Cessions d'immobilisations</i>	6.6	0,2	0,7
Free cash-flow		42,4	7,6
<i>Dont free cash-flow des activités poursuivies</i>		43,8	20,8
<i>Dont free cash-flow des activités cédées</i>		(1,4)	(13,2)
Acquisitions de titres de sociétés et fond de commerce	3.2	(4,8)	(161,7)
Cessions de titres de sociétés, nettes du réinvestissement dans Expleo Group en 2017		-	444,7
Investissement dans Expleo Group en 2018 ⁽¹⁾		(60,7)	-
Autres mouvements, nets ⁽²⁾		(7,9)	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(81,3)	272,7
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités poursuivies</i>		(81,3)	(141,8)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités cédées</i>		-	414,5
Opérations de financement			
Produits et charges financiers nets reçus (versés)		(1,1)	(3,6)
Émissions d'emprunts	8.2	59,7	102,9
Remboursements d'emprunts et variations des autres dettes financières	8.2	(0,1)	(200,2)
Dividendes versés	7.4	(15,7)	(22,9)
Autres mouvements sur capitaux propres de la mère		(5,9)	(225,1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		36,9	(348,9)
Variation de la trésorerie nette		5,9	(58,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8.1	27,3	84,4
Incidence des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		(1,1)	1,2
Variation de la trésorerie nette		5,9	(58,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8.1	32,1	27,3

(1) Voir note 2 – Faits marquants.

(2) Les autres mouvements nets sont principalement constitués d'une partie de l'impôt sur les sociétés dû au titre de la plus-value enregistrée en 2017 lors de la cession du contrôle des activités GPS pour un montant de 7,2 millions d'euros.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Primes	Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	Réserves liées aux instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Total des autres éléments du résultat global	Résultat de la période	Autres réserves	Capitaux propres part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2017	22,2	80,3	-	(0,5)	(5,3)	(5,8)	31,5	112,5	240,7	0,3	241,0
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(21,7)	(21,7)	(0,6)	(22,3)
Paiement fondé sur des actions et attribution gratuite d'actions	-	-	-	-	-	-	-	4,4	4,4	-	4,4
Opérations sur titres auto- détenus	-	-	-	-	-	-	-	(226,2)	(226,2)	-	(226,2)
Réduction de capital	(6,5)	(80,3)	-	-	-	-	-	86,8	-	-	-
Total résultat global	-	-	(1,0)	0,6	(9,4)	(9,8)	404,1	-	394,3	0,5	394,8
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	-	(31,5)	31,5	-	-	-
Affectation des éléments non recyclables du résultat global	-	-	1,0	-	-	1,0	-	(1,0)	-	-	-
Recyclage des écarts de conversion des activités cédées	-	-	-	-	9,2	9,2	-	(9,2)	-	-	-
Transactions avec les minoritaires sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,1	0,2
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	(0,2)	(0,2)	-	(0,2)
Capitaux propres au 31 décembre 2017	15,7	-	-	0,1	(5,5)	(5,4)	404,1	(23,0)	391,4	0,3	391,7
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(15,1)	(15,1)	(0,6)	(15,7)
Paiement fondé sur des actions et attribution gratuite d'actions	-	-	-	-	-	-	-	0,4	0,4	-	0,4
Opérations sur titres auto- détenus	-	-	-	-	-	-	-	(4,6)	(4,6)	-	(4,6)
Total résultat global	-	-	0,4	(0,4)	(4,9)	(4,9)	19,4	-	14,5	0,4	14,9
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	-	(404,1)	404,1	-	-	-
Affectation des éléments non recyclables du résultat global	-	-	(0,4)	-	-	(0,4)	-	0,3	(0,1)	-	(0,1)
Transactions avec les minoritaires sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	-	0,1
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	-	0,1
Capitaux propres au 31 décembre 2018	15,7	-	-	(0,3)	(10,4)	(10,7)	19,4	362,3	386,7	0,1	386,8

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX	99	NOTE 7	CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	119
NOTE 2	FAITS MARQUANTS	101	7.1	Actions	119
NOTE 3	PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL	102	7.2	Actions propres	120
3.1	Périmètre	103	7.3	Résultat par action	120
3.2	Regroupements d'entreprises	103	7.4	Dividendes par action	121
3.3	Goodwill	105	NOTE 8	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	121
3.4	Modalités des tests de perte de valeur	106	8.1	Trésorerie et équivalents de trésorerie	121
NOTE 4	INFORMATION SECTORIELLE	106	8.2	Dettes financières	122
NOTE 5	DONNÉES OPÉRATIONNELLES	108	8.3	Instruments financiers dérivés	123
5.1	Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)	108	8.4	Informations sur l'endettement net	123
5.2	Participations dans des entreprises associées	110	8.5	Produits et charges financiers	124
5.3	Charges de personnel et avantages au personnel	111	8.6	Gestion du risque financier	125
5.3.1	Détail des charges de personnel au compte de résultat consolidé	111	NOTE 9	PROVISIONS	126
5.3.2	Avantages au personnel	112	NOTE 10	DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS (COURANTS OU NON COURANTS)	127
5.3.3	Palements fondés sur des actions	113	NOTE 11	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	128
5.4	Autres charges et produits d'exploitation	114	11.1	Classification comptable des actifs et passifs financiers	128
5.5	Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	114	11.2	Hiérarchie de juste valeur	128
5.6	Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	115	NOTE 12	IMPÔTS	129
NOTE 6	INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIFS NON COURANTS	115	12.1	Impôts comptabilisés au cours de la période	129
6.1	Immobilisations incorporelles	115	12.2	Preuve d'impôt	129
6.2	Immobilisations corporelles	116	12.3	Impôts différés	130
6.3	Immeubles de placement	117	NOTE 13	ENGAGEMENTS HORS BILAN	131
6.4	Titres et obligations convertibles Expleo Group	117	13.1	Contrats de location simple	131
6.5	Actifs financiers non courants	118	13.2	Autres engagements	131
6.6	Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé	119	NOTE 14	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	132

NOTE 1 PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Entité présentant les états financiers

Le groupe Assystem est un groupe international leader dans le domaine de l'ingénierie.

Société anonyme à conseil d'administration de droit français, Assystem, société mère et tête de Groupe, a son siège social Tour Égée, 9-11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2018 ainsi que les notes annexes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 mars 2019.

Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir le 16 mai 2019.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable d'Assystem et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros, arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

Bases de préparation

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Assystem au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2018 sont établis selon les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2018. Ils sont présentés sur deux exercices.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes si les normes IFRS avaient été appliquées telles que publiées par l'IASB.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS NOUVELLES APPLICABLES À COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2018

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2018 sont les suivants :

IFRS 9 – Instruments financiers

La norme IFRS 9 remplace la norme IAS 39 qui a été appliquée jusqu'au 31 décembre 2017.

Les nouvelles dispositions d'IFRS 9 concernant la comptabilisation, l'évaluation et la dépréciation des actifs financiers sont appliquées de manière rétrospective. Les comptes du Groupe n'ont pas été impactés par l'application de cette norme. Les analyses réalisées à ce titre sont décrites ci-après.

Classement et évaluation des actifs : les actifs financiers non courants comprennent essentiellement la participation d'Assystem SA au capital de Framatome et les obligations convertibles Expleo Group souscrites par Assystem SA, pour des montants au 31 décembre 2018 de respectivement 124,3 millions d'euros et 102,2 millions d'euros. Ces deux actifs sont désormais traités comptablement comme des « Instruments financiers valorisés à la juste valeur par le résultat ».

Méthode de dépréciation des actifs financiers : la norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle prospectif de dépréciation des actifs financiers basé sur les « pertes de crédits attendues ». L'analyse a principalement porté sur les créances commerciales, qui sont désormais dépréciées à hauteur

des pertes attendues sur leur durée de recouvrement. L'application d'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 n'a pas eu comme conséquence de modifier de façon significative le niveau de dépréciation de ces actifs, étant souligné que les clients du Groupe sont principalement des acteurs mondiaux majeurs dans leurs domaines d'activité, ce qui réduit très sensiblement le risque de pertes sur les créances détenues sur eux.

Modifications de dettes : les nouvelles dispositions d'IFRS 9 concernant les modifications de dettes sans décomptabilisation, applicables rétrospectivement, n'ont pas eu d'impact sur le Groupe.

Instruments de couverture : les dispositions concernant la comptabilité de couverture sont applicables de manière prospective, à l'exception de l'impact des coûts de couverture qui est retraité de manière rétrospective. Aucune modification n'est à apporter dans la méthode de comptabilisation des instruments de couverture dont dispose le Groupe suite à l'analyse menée. La valeur au 31 décembre 2018 des instruments de couverture n'est pas significative.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 constitue le nouveau cadre de référence concernant la comptabilisation du revenu. Elle remplace à compter du 1^{er} janvier 2018 les normes IAS 11 – Contrats de constructions et IAS 18 – Produits des activités ordinaires, et leur interprétation.

Le groupe Assystem a adopté IFRS 15 selon la méthode rétrospective simplifiée. Par conséquent, l'information présentée pour 2017 n'a pas été retraitée.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle norme, le Groupe a mené une analyse sur la nature de ses relations vis-à-vis de ses clients, en particulier sur les aspects suivants :

- l'identification des contrats, dans le cas des contrats-cadres et des regroupements de contrats ;
- la distinction des obligations de performance au sein du contrat ;
- le traitement et l'évaluation des contreparties variables, notamment les pénalités et les remises sur volumes ;
- le rythme de comptabilisation du chiffre d'affaires, y compris la justification de la comptabilisation à l'avancement pour les contrats au forfait ;
- la distinction agent/principal, notamment dans le cadre de groupements momentanés d'entreprises (GME) et de relations de sous-traitance.

Il résulte de l'analyse des dispositions de la norme et de leur application aux divers types de contrats existants, que la reconnaissance du chiffre d'affaires d'Assystem n'est pas impactée de façon significative par l'introduction de la norme IFRS 15. En conséquence, le Groupe n'a présenté aucun impact au titre de la transition au 1^{er} janvier 2018.

Autres normes, amendements et interprétations

- IAS 40 (modifications) – Transferts d'immeubles de placement ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS : Cycle 2014 – 2016 ;
- IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ;



- IFRS 2 (modifications) – Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Aucun impact significatif n'a été constaté suite à l'application des normes et amendements décrits ci-dessus.

IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

- Modifications IFRS 9 – Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ;
- Modifications IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des co-entreprises ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017 ;
- Modifications IAS 19 – Avantages au personnel : modification, réduction ou liquidation du régime ;
- IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux ;
- Modification d'IFRS 3 – Définition d'une entreprise ;
- Modification d'IAS 1 et IAS 8 – Définition de l'importance relative ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des normes indiquées ci-dessus ait une incidence significative sur les états financiers du Groupe pour les exercices futurs. Par ailleurs, Assystem va appliquer à compter du 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location », sans retraitement des périodes comparatives selon la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée ».

La durée retenue pour la détermination du taux d'actualisation en date de transition correspond à la durée restante des contrats.

La norme prévoit diverses mesures de simplification lors de la transition. Assystem va notamment retenir celles permettant d'exclure les contrats de location de moins de 12 mois et les contrats de location portant sur des actifs de faible valeur, et en conséquence de ne pas reconnaître au bilan les droits d'utilisation et la dette locative correspondants.

Les contrats de location conclus par les entités du Groupe dont elles sont preneuses sont, au regard des montants de loyers concernés, essentiellement des contrats de location simple de locaux à usage de bureaux ou techniques, et à titre accessoire des contrats de location de véhicules utilitaires ou de tourisme.

Les principales hypothèses qu'Assystem prévoit d'utiliser pour la mise en œuvre de la norme et l'impact estimé sur son bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 sont détaillés ci-après.

Durée des engagements

Pour les locations immobilières, la durée retenue pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée la plus longue au sein de la période exécutoire du bail. En France, les contrats de location de biens immobiliers de bureaux sont, pour les plus importants d'entre eux, des baux commerciaux à 9 ans, dits « 3/6/9 », avec option de résiliation anticipée à 3 et 6 ans. Pour ce type de contrat, Assystem considère avec une certitude raisonnable que les entités concernées du Groupe n'exerceront pas leurs options de résiliation anticipée et retiennent donc la durée résiduelle sur la période initiale de 9 ans.

Pour les locations de véhicules, la durée résiduelle moyenne des contrats en cours est inférieure à deux ans.

Taux d'actualisation

Les taux d'actualisation retenus pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location relatifs aux contrats de location ont été estimés en fonction des durées résiduelles des contrats de location indiquées ci-dessus.

Impacts estimés sur le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019

L'application de la norme IFRS 16 entraîne des modifications dans la présentation des états financiers consolidés, à compter des comptes semestriels devant être arrêtés au 30 juin 2019. Un montant estimé dans une fourchette comprise entre 32 et 38 millions d'euros provenant en grande partie des baux immobiliers devrait être reconnu dans le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019, à la fois à l'actif au titre des droits d'utilisation associés aux contrats de location et au passif au titre de la dette correspondante. L'actif et le passif ainsi reconnus seront inscrits respectivement sous les rubriques « Droits d'utilisation au titre de contrats de location » et « Dette locative au titre de droits d'utilisation ». Il n'y a pas d'impact sur les capitaux propres du bilan d'ouverture.

Le montant de dette locative devant être reconnu au passif du bilan d'ouverture n'est pas directement comparable au montant au 31 décembre 2018 des engagements hors bilan portant sur des contrats de location simple, tels que présentés dans la note 13.1 – Contrats de location simple. Les principales différences portent sur le champ d'application et les durées d'engagement retenues.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET COMPARABILITÉ DES EXERCICES

La présentation des états financiers n'a pas été modifiée pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2018.

SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE RELATIVES AUX ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'émettre des jugements, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui impactent les actifs, passifs, les produits et les charges. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de façon prospective. Ces estimations sont faites par la direction sur la base de la continuité d'exploitation en fonction d'informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Elles peuvent évoluer en fonction d'événements ou d'informations pouvant remettre en cause les circonstances dans lesquelles elles ont été élaborées.

Les résultats réels peuvent donc être différents de ceux attendus. Le caractère aléatoire de certaines estimations peut rendre difficile l'appréhension des perspectives économiques du Groupe en particulier pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs (voir note 3.3 – Goodwill).

Le Groupe a choisi de développer les postes les plus sensibles à ces estimations.

Reconnaissance du chiffre d'affaires pour les prestations au forfait

Comme indiqué en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel, le chiffre d'affaires est reconnu suivant la méthode de l'avancement par les coûts.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des actualisations

d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Provision pour perte à terminaison/pour garantie sur projets

Des provisions pour perte à terminaison peuvent être comptabilisées dans le cadre des contrats d'ingénierie selon la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 37 (voir note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel). Dès qu'elle devient probable, la perte sur contrat est comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées. Les pertes sur contrats qui seront réellement enregistrées peuvent différer des montants initialement provisionnés et avoir un effet sur les résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux provisions sont présentés en note 9 – Provisions.

Dépréciation des créances clients et comptes rattachés

Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peuvent avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux dépréciations des créances clients et comptes rattachés sont présentés en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel.

Impôts différés

Un actif d'impôt différé, se rapportant notamment aux pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés ainsi qu'aux différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société et/ou sa ou ses filiale(s) concernée(s) disposeront de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels ils pourront être imputés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs, de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées et de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les éléments chiffrés relatifs aux impôts différés liés aux déficits fiscaux et différences temporaires sont présentés en note 12.3 – Impôts différés.

Dépréciation des goodwill

Les estimations sur les hypothèses de calcul dans le cadre de la dépréciation des goodwill sont présentées en note 3.4 – Modalités des tests de perte de valeur.

Avantages au personnel

Les estimations sur les hypothèses de calcul faites dans le cadre des avantages au personnel ainsi que les analyses de sensibilité sont présentées en note 5.3.2 – Avantages au personnel.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS

L'exercice 2018 a été marqué par les événements significatifs suivants :

Investissement complémentaire dans Expleo Group

Le Groupe a participé le 31 janvier 2018 à concurrence de 60,72 millions d'euros (dont 50 % en actions ordinaires et 50 % en obligations convertibles à coupon annuel de 9 %, capitalisable annuellement), à la levée de fonds propres et quasi-fonds propres réalisée par Expleo Group pour contribuer au financement de l'acquisition par une filiale d'Expleo Group de la société Software Quality Systems AG (« SQS »). En conséquence, Assystem détient désormais 38,16 % du capital d'Expleo Group et 38,17 % de ses instruments de fonds propres et de quasi-fonds propres.

Pour financer cet investissement complémentaire, le Groupe a mis en place un emprunt moyen terme à hauteur de 30 millions d'euros remboursable in fine en septembre 2022 et a tiré sur sa ligne de crédit revolving négociée en septembre 2017 à hauteur de 30 millions d'euros. Le montant de cette dernière a par ailleurs été porté de 120 à 150 millions d'euros.

Croissance externe

Le Groupe a poursuivi ses opérations de croissance externe en France en renforçant ses compétences en « Project management » (voir note 3.2 – Regroupements d'entreprises).



NOTE 3 PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL**Méthode de consolidation****FILIALES CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE**

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées. La norme IFRS 10 introduit un modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ».

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale. Les transactions inter-compagnies (bilan et compte de résultat) sont éliminées. Les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres sont présentées séparément dans les états financiers.

CO-ENTREPRISES ET ACTIVITÉS CONJOINTES (PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES)

La norme IFRS 11 a introduit deux types de partenariat : les co-entreprises et les activités conjointes. La classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Les partenariats qualifiés de co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Chacun des co-participants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères et transactions libellées en monnaies étrangères**MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION**

Les données des états financiers des entités du Groupe sont mesurées dans la monnaie de l'environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : la monnaie fonctionnelle.

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global. Les produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global correspondent à la part efficace des couvertures éligibles de flux de trésorerie et des couvertures d'un investissement net dans une entité étrangère.

CONVERSION DES COMPTES DES FILIALES

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro (monnaie de présentation des comptes) sont convertis dans les conditions suivantes :

- selon la méthode du cours de clôture de la période pour le bilan ;
- selon la méthode du cours moyen de la période pour le compte de résultat.

Les écarts de conversion sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global dans une rubrique séparée. Les goodwill des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de la filiale acquise et convertis dans la monnaie de présentation au taux de clôture.

3.1 Périmètre

Les principales filiales d'Assystem SA incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

Nom	Pays	Numéro de Siren	Pourcentage d'intérêts	Méthode de consolidation
Sociétés françaises				
Assystem SA	France	412076937	Mère	IG
AEOS	France	444159164	100	IG
Insiema	France	572004372	100	IG
Assystem Care France	France	794087502	100	IG
MPH Global Services	France	499137610	100	IG
Expleo Group	France	831178785	38,16	MEE
Euro Contrôle Projet et ses filiales	France	347621831	100	IG
Sociétés étrangères				
Assystem Energy & Infrastructure Ltd	Royaume-Uni		100	IG
Radicon	Arabie saoudite		75	IG
Assystem Care Holding	Belgique		100	IG
Assystem Care Belgium	Belgique		100	IG
Assystem Care Switzerland	Suisse		100	IG
Filiales étrangères de MPH Global Services	Émirats Arabes Unis/Qatar		100	IG
Envy	Turquie		100	IG

IG : intégration globale.
MEE : mise en équivalence.

3.2 Regroupements d'entreprises



Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les dispositions de la précédente version de la norme IFRS 3.

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée. En application de cette norme révisée, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle. À ce titre, des travaux d'analyse, notamment sur les clients (portefeuille de contrats et portefeuille de clients) sont effectués à chaque acquisition d'entreprise ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

À cette date, le goodwill est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle (participations ne donnant pas le contrôle) dans l'entreprise acquise et, dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ; et
- le montant net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

L'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à leur quote-part dans l'actif net identifiable a pour conséquence de calculer un goodwill dit « partiel » sur la seule quote-part du capital acquis.

L'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, donnant ainsi lieu à la constatation d'un goodwill dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition, les ajustements constatés dans ce délai sont effectués relativement à des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat en tant qu'acquisition à des conditions avantageuses.

Ultérieurement, l'écart d'acquisition est maintenu à son montant d'origine, diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées (se reporter au paragraphe « Goodwill » ci-après).

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charge de la période ; lors de l'acquisition ultérieure de participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, tout écart entre le prix effectivement payé et l'évaluation d'origine des participations ne donnant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres du Groupe, conformément à la norme IFRS 10.

AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

Assystem a procédé à l'acquisition de la société EP-6 Consulting (EP6) fin décembre 2018, lui permettant de renforcer ses compétences dans le domaine du « project management ».

Avec un effectif de 25 collaborateurs, EP6 a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de l'ordre de 3 millions d'euros pour un résultat opérationnel de 0,3 million d'euros.

La juste valeur de l'actif net acquis se décompose comme suit :

En millions d'euros	EP6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,3
Autres actifs courants et non courants	0,7
Total actif	1,0
Passifs financiers	0,1
Autres passifs courants et non courants	0,5
Total passif	0,6
Actif net	0,4

Le calcul du goodwill complet se décompose comme suit :

En millions d'euros	EP6
Part du prix d'acquisition versée en trésorerie	1,7
Prix d'acquisition	1,7
Juste valeur de l'actif net acquis	0,4
Goodwill	1,3

Le flux de trésorerie lié à l'acquisition d'EP6 se décompose comme suit :

En millions d'euros	EP6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Découvert bancaire	(0,1)
Position nette de trésorerie acquise	0,1
Prix d'acquisition des titres	(1,7)
Flux de trésorerie sur acquisition	(1,6)

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, le Groupe finalisera l'affectation du prix d'acquisition de la société EP6 dans les douze mois suivant la prise de contrôle au plus tard à la fin de l'exercice 2019.

Le Groupe a finalisé l'affectation du prix d'acquisition des groupes Euro Contrôle Projet et Assystem Care Holding (anciennement dénommé The Biotech Quality Group). Ces travaux ont conduit à une augmentation du goodwill de 2,4 millions d'euros (voir note 3.3 – Goodwill).

Le flux d'acquisitions de titres de sociétés est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros	2018	2017
Flux de trésorerie sur acquisitions Expleo Group (Assystem Technologies Groupe)	-	(20,6)
Flux de trésorerie sur acquisitions E&I *	(4,1)	(17,0)
Flux de trésorerie sur acquisition de fonds de commerce	(0,7)	-
Acquisition de 5 % de la société Framatome	-	(124,1)
Acquisitions de titres de sociétés	(4,8)	(161,7)

* Le flux de trésorerie sur acquisitions E&I intègre une acquisition de titres Assystem Core Holding, pour un montant de 2,5 millions d'euros venant s'affecter sur les dettes sur acquisitions de titres figurant au bilan arrêté au 31 décembre 2017.

3.3 Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises, les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet au minimum d'un test annuel pour acter d'une éventuelle perte de valeur à enregistrer.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par le Groupe : une UGT est un groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur les caractéristiques de métier ou de marché de chacune des activités.

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur chaque fin d'année ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de l'actif et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimée attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.

En cas de cession d'une entreprise ou d'actifs, le goodwill attribuable à la filiale ou aux actifs concernés est inclus dans la détermination du résultat de cession.

Les goodwill dégagés lors d'acquisitions de sociétés consolidées sont comptabilisés à l'actif de l'état de la situation financière consolidée dans la rubrique « Goodwill ». Les goodwill dégagés sur des participations mises en équivalence sont inclus dans les rubriques correspondantes de l'état de la situation financière consolidée.

Les segments opérationnels présentés sont : Energy & Infrastructure (activités d'ingénierie d'infrastructures complexes) et Staffing (activités de mise à disposition de consultants spécialisés en Oil & Gas et Industry dans le monde). Les segments sur lesquels opère le Groupe sont les unités génératrices de trésorerie au sens IFRS (UGT) retenues pour l'arrêté des comptes du Groupe.

En millions d'euros	Energy and Infrastructure	Staffing	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2018	75,4	6,1	81,5
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises *	4,4	-	4,4
Écarts de conversion	(3,1)	-	(3,1)
Valeur nette au 31 décembre 2018	76,7	6,1	82,8
Cumul des pertes de valeur au 31 décembre 2018	-	(14,0)	(14,0)

* Dont 2,4 millions d'euros relatifs à l'affectation définitive des actifs nets acquis antérieurement au 1^{er} janvier 2018.

Les effets des variations de périmètre sont décrits dans la note 3.2 – Regroupement d'entreprises.

3.4 Modalités des tests de perte de valeur

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'unité génératrice de trésorerie. Cette projection est fondée sur des projections financières couvrant une période de quatre années. Les flux futurs de trésorerie au-delà de quatre ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance (voir ci-dessous). Le taux de croissance ne doit pas excéder le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) du secteur.

2018

UGT	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au-delà de la période de projection	Taux d'actualisation
Energy and Infrastructure	1,5 %	9,0 %
Staffing	1,5 %	10,2 %

2017

UGT	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au-delà de la période de projection	Taux d'actualisation
Energy and Infrastructure	1,5 %	9,2 %
Staffing	1,5 %	10,7 %

Les dépréciations éventuelles résultant d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés, une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Les cash-flows sont basés sur les prévisions budgétaires établies par le management des UGT/segments opérationnels dans le cadre de l'élaboration de leur stratégie à moyen et long terme. Le Groupe a retenu un coût normatif de dette pondéré pour l'ensemble du Groupe et un coût des fonds propres spécifique par pays pour déterminer le coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). Le tableau ci-après décrit les principaux facteurs de modélisation des hypothèses retenues pour le calcul des tests de perte de valeur :

La majoration de 0,5 % des taux d'actualisation, ou la diminution de 0,5 % du taux de croissance perpétuelle utilisés pour les tests de perte de valeur des UGT Energy & Infrastructure et Staffing n'entraînerait pas de perte de valeur.

Aucune hypothèse n'a varié significativement par rapport à la clôture 2017.

NOTE 4 INFORMATION SECTORIELLE

Les segments opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performances et de décider l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur deux segments opérationnels : Energy & Infrastructure (activités d'ingénierie d'infrastructures complexes) et Staffing (activités de mise à disposition de consultants spécialisés en Oil & Gas et Industry).

Les principes comptables appliqués aux segments opérationnels sont les suivants :

- les segments s'appuient sur leurs propres ressources et peuvent partager avec d'autres secteurs certaines ressources dans le cadre de synergies. Ce partage se matérialise par la réallocation de coûts ou par des relations contractualisées entre différentes entités juridiques ;
- les charges de management directement rattachables à chacun des secteurs opérationnels leur sont affectées ;

- l'indicateur de résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées exclut les produits et charges non liés à l'activité.

Par segment opérationnel

Les actifs et passifs répartis par segment opérationnel incluent les actifs et passifs utilisés par chaque division dans le cadre des activités qui lui sont directement attribuables ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés :

- le goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles ;
- les clients et comptes rattachés, autres créances et autres actifs courants ;
- les fournisseurs et comptes rattachés, les dettes sur immobilisations, les dettes fiscales et sociales, les dettes courantes sur acquisitions de titres, les provisions courantes et les autres passifs courants.

EXERCICE 2018

En millions d'euros	E&I	Staffing	Holding et divers	Intersegments	Total
Chiffre d'affaires	391,3	56,7	8,6	(12,5)	444,1
Dont chiffre d'affaires intersegments	-	(12,5)	-	12,5	-
Total chiffre d'affaires externe	391,3	44,2	8,6	-	444,1
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	27,3	1,8	(2,5)	-	26,6
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	(0,7)	0,4	(0,6)	-	(0,9)
Résultat opérationnel	26,6	2,2	(3,1)	-	25,7
Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)	104,9	17,5	5,9	-	128,3

EXERCICE 2017

En millions d'euros	E&I	Staffing	Holding et divers	Intersegments	Total
Chiffre d'affaires	341,3	50,1	8,8	(5,0)	395,2
Dont chiffre d'affaires intersegments	-	(5,0)	-	5,0	-
Total chiffre d'affaires externe	341,3	45,1	8,8	-	395,2
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	27,9	1,9	(3,8)	-	26,0
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	(2,5)	0,1	(9,4)	-	(11,8)
Résultat opérationnel	25,4	2,0	(13,2)	-	14,2
Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)	117,5	14,5	19,8	-	151,8

Par zone géographique

Les actifs non courants répartis par zone géographique incluent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles qui lui sont directement attribuables ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés.

La répartition géographique du chiffre d'affaires et des actifs du Groupe a été établie en fonction du lieu d'implantation géographique des sociétés consolidées et se présente comme suit :

EXERCICE 2018

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie – Moyen Orient – Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
Total chiffre d'affaires externe	329,7	37,7	76,7	-	444,1
Actifs non courants répartis par zone géographique	34,9	15,1	44,1	1,0	95,1

EXERCICE 2017

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie – Moyen Orient – Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
Total chiffre d'affaires externe	285,3	35,2	74,7	-	395,2
Actifs non courants répartis par zone géographique	26,1	15,4	47,4	0,9	89,8

NOTE 5 **DONNÉES OPÉRATIONNELLES****5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)****Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspond au chiffre d'affaires issu des activités des pôles Energy & Infrastructure et Staffing opérant au travers de deux types de contrats :

- contrats en régie : ce sont des prestations où la valorisation est fonction des moyens mis en œuvre. Le revenu est égal au temps passé, justifié auprès du client, multiplié par un taux horaire ou journalier ;
- contrats au forfait : contrat pour lequel le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit au gré des commandes clients s'inscrivant dans un contrat-cadre.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients dépend selon IFRS 15 :

- d'une part, du rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle du service rendu ;
- d'autre part, du montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des prestations réalisées.

L'analyse de la notion de transfert de contrôle de la prestation de service rendue est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Ce transfert peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise.

Le revenu des contrats en régie est reconnu à échéance régulière, généralement mensuelle, sur la base du temps presté.

Le revenu associé aux contrats au forfait est très majoritairement reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe considère que le client bénéficie en continu des avantages issus des prestations rendues ou que le vendeur dispose d'un droit à règlement pour les prestations réalisées à date. Le critère généralement retenu pour la détermination du pourcentage d'avancement au cours de la vie du contrat est le rapport des coûts engagés sur le total estimé des coûts à terminaison.

Les entités du Groupe travaillent systématiquement sur la base de contrats passés avec les clients ; en présence d'un contrat-cadre, le Groupe considère que les commandes successives, créant des droits et obligations exécutoires entre les parties, constituent le contrat au sens de la norme.

Le Groupe est amené à signer des contrats comprenant des prestations de service de nature différente, susceptibles de constituer des obligations de performance distinctes. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacune des obligations de performance analysées comme étant distinctes au sein du contrat.

Les contreparties variables concédées aux clients sont constituées essentiellement de pénalités et de remises sur volume. Ces éléments sont présentés en diminution du chiffre d'affaires tel que prescrit par la norme IFRS 15. L'enjeu financier représenté par ces contreparties variables est jugé non significatif aux bornes du Groupe.

Pour présenter une offre pertinente à un client, une entité du Groupe peut être amenée à former un groupement avec un ou plusieurs tiers ou à appeler un tiers en sous-traitance. Dans ce type de situation, l'entité veille à conserver le contrôle exclusif de sa prestation de service vis-à-vis du client et ne remplit pas de fonction d'agent ou d'intermédiaire entre ce dernier et le tiers.

Les coûts d'obtention et de réalisation des contrats ne sont pas significatifs à l'échelle du Groupe.

Carnet de commandes

Conformément aux exemptions autorisées par la norme IFRS 15, le Groupe a choisi d'exclure du carnet de commandes les contrats dont la durée est inférieure à un an ainsi que les prestations couvertes par un droit à facturer. Tenant compte de ces deux exemptions, le montant total du carnet de commandes, au sens de la norme, n'est pas significatif à la clôture de l'exercice 2018.

Dépréciation des créances clients

Les créances commerciales sont initialement reconnues à la juste valeur moins les provisions pour dépréciation.

Des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

Provision pour perte à terminaison

Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision. Elle est calculée dans le cadre de la méthode à l'avancement sous déduction de la perte déjà comptabilisée. La charge relative aux provisions pour perte à terminaison est comptabilisée au poste « amortissements et provisions opérationnels courants, nets ».

Subventions et crédits d'impôt

Les subventions publiques et les crédits d'impôt relatifs à des dépenses d'exploitation sont comptabilisés en les rattachant au coût lié qu'ils compensent sur les périodes correspondantes :

- soit en déduction de la charge correspondante s'ils ont pour objet de couvrir une dépense identifiée ;
- soit en déduction sur la ligne « autres charges d'exploitation » s'ils sont octroyés dans un cadre plus général.

CLIENTS

En millions d'euros	2018	2017
Créances clients	107,1	118,0
Factures à établir	16,7	16,1
Actifs de contrats *	33,3	32,8
Valeur brute	157,1	166,9
Dépréciation	(6,3)	(6,9)
Valeur nette	150,8	160,0

* Un actif de contrat correspond au chiffre d'affaires calculé à l'avancement, sur la base d'un contrat au forfait, et non encore facturé.

Le Groupe a eu recours à un affacturage de créances commerciales répondant aux critères de déconsolidation des créances cédées selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers pour des montants nets de 10 millions d'euros au 31 décembre 2018 et de 5,2 millions d'euros au 31 décembre 2017. En conséquence, les créances cédées ont été décomptabilisées dans la situation financière consolidée à ces deux dates.

ANALYSE DE LA VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT LIÉS À L'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Ouverture	Variation liée à l'activité	Autres	Clôture
Clients et comptes rattachés (1)	160,0	(10,3)	1,1	150,8
Passifs de contrats (2) *	(17,4)	(10,4)	(0,6)	(28,4)
BFR – Clients (1 + 2)	142,6	(20,7)	0,5	122,4
Fournisseurs et comptes rattachés (3)	(32,8)	(0,7)	2,5	(31,0)
Créances fournisseurs (4)	0,9	1,2	-	2,1
Charges constatées d'avance (4)	2,1	2,3	-	4,4
BFR – Fournisseurs (3 + 4)	(29,8)	2,8	2,5	(24,5)
Dettes sociales et fiscales (5)	(85,9)	(2,0)	(1,2)	(89,1)
Autres dettes courantes (5)	(0,8)	(2,3)	0,2	(2,9)
Créances sociales et fiscales (6)	39,5	(10,2)	(0,4)	28,9
Autres créances courantes (6)	4,8	0,9	(0,5)	5,2
BFR – Autres (5 + 6)	(42,4)	(13,6)	(1,9)	(57,9)
Total	70,4	(31,5)	1,1	40,0

* Un passif de contrat est représentatif de montants facturés et/ou d'encaissements enregistrés au titre d'un contrat et correspondant à des obligations de performance restant à honorer.

Les variations regroupées dans la colonne « Autres » incluent notamment les variations de périmètre et les impacts de change.

Les créances fournisseurs, charges constatées d'avance et autres créances courantes constituent les autres créances figurant à l'actif de

la situation financière consolidée. Les passifs de contrats et autres dettes courantes constituent les autres passifs courants figurant au passif de la situation financière consolidée.

ANTÉRIORITÉ DES CLIENTS

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le tableau ci-dessous synthétise les retards sur l'intégralité du poste « Clients et comptes rattachés » ainsi que les provisions constituées pour faire face aux litiges et défaillances des clients facturés :

En millions d'euros	Brut		Perte de valeur		Brut		Perte de valeur	
	2018	%	2018		2017	%	2017	
Non échues	131,1	83,5 %	-		138,4	82,9 %	-	
Échues depuis 30 jours ou plus	10,2	6,5 %	-		9,8	5,9 %	-	
Échues depuis 31 jours et jusqu'à 60 jours	2,8	1,8 %	-		4,0	2,4 %	-	
Échues depuis 61 jours et jusqu'à 180 jours	3,5	2,2 %	-		4,1	2,5 %	0,3	
Échues depuis plus de 181 jours	9,5	6,0 %	6,3		10,6	6,3 %	6,6	
Total	157,1	100,0 %	6,3		166,9	100,0 %	6,9	

5.2 Participations dans des entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2018	2017
Début d'exercice	0,7	0,9
Dividendes	(0,7)	(0,7)
Quote-part du résultat	0,9	0,9
Autres variations	(0,2)	(0,4)
Fin d'exercice	0,7	0,7

Compte tenu de l'environnement géopolitique au Yémen, le Groupe maintient la dépréciation de l'intégralité de sa participation au 31 décembre 2018.

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Nom	Pays	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Valeur comptable (en millions d'euros)	
				2018	2017
Engage	France	25	25	0,2	0,2
Alphatest	France	49,84	49,84	0,5	0,5
Momentum	France	33,33	33,33	-	-
N3A	France	50	50	-	-
MPH Yémen Limited	Yémen	50	50	-	-

En millions d'euros	2018	2017
Chiffre d'affaires	63,6	54,4
Résultat net	1,7	2,4
Total résultat global	1,7	2,4
Actifs non courants	0,2	0,2
Actifs courants	39,1	31,9
Passifs non courants	(3,5)	(2,9)
Passifs courants	(34,6)	(27,6)
Actif net	1,2	1,6

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Le Groupe a défini quatre catégories de parties liées :

- les co-entreprises (hors Expleo Group dont les informations sont décrites dans la note 6.4 – Titres et obligations convertibles Expleo Group) ;
- les membres du conseil d'administration d'Assystem et les mandataires sociaux d'Assystem SA (note 5.3.3 – Paiements fondés sur des actions) ;
- la société HDL Development qui détient 77,32 % des droits de vote effectifs et fournit au Groupe des prestations en matière de management ;
- l'actionnaire minoritaire de Radicon et l'activité conjointe RGCK, partenariat entre Radicon et Kentz.

Les transactions avec les parties liées ont été les suivantes au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2018	2017
Chiffre d'affaires	17,7	12,9
Autres produits et charges d'exploitation	-	0,2
Produits financiers	-	0,2
Créances clients et autres actifs courants	5,2	2,6
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	1,4	0,7
Prêts	0,8	0,8

La SNC Engage a émis des cautions pour un montant total de 11,6 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 25 % (i.e. sa participation au capital d'Engage), soit 2,9 millions d'euros.

La SNC Momentum a émis des cautions pour un montant total de 5,9 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 33,33 % (i.e. sa participation au capital de Momentum), soit 2,0 millions d'euros.

Le Groupe enregistre un passif financier vis-à-vis de l'actionnaire minoritaire de Radicon respectivement à hauteur de 3,6 millions d'euros au 31 décembre 2018 et de 3,4 millions d'euros au 31 décembre 2017.

Radicon a enregistré au cours de l'exercice 2018 un chiffre d'affaires avec RGCK de 3,2 millions d'euros et les créances nettes non réglées par RGCK se montent à 1,3 million d'euros à la clôture de l'exercice.

5.3 Charges de personnel et avantages au personnel

5.3.1 DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	2018	2017
Salaires et traitements	(257,9)	(218,5)
Charges sociales	(64,1)	(59,2)
Total	(322,0)	(277,7)

5.3.2 AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe comptabilise des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies en matière d'engagement de retraite, en accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel le Groupe est implanté.

Régimes à cotisations définies

Ce sont les régimes en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et où son obligation se limite au montant versé à ladite entité. L'entité n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations complémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actif pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel au titre des exercices antérieurs à la cessation de son emploi.

Le risque actuariel (risque que les prestations soient plus importantes que prévu) et le risque de placement (risque que les actifs investis ne soient pas suffisants pour faire face aux prestations prévues) n'incombent pas à l'entité employeur.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues (niveau de prestations donné) aux membres du personnel en activité et aux anciens membres du personnel. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- l'entité peut verser des cotisations à une entité distincte, mais devra payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si l'entité n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondant aux services rendus par le personnel ;
- l'entité peut aussi assumer elle-même le versement des prestations et couvrir les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Le Groupe dans ce cadre comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédits projetés telle que requise par la norme IAS 19 – Avantages au personnel. Cette évaluation intègre des hypothèses de taux de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies : la valeur actuelle désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Les avantages au personnel sont principalement constitués des engagements d'indemnités de départs en retraite dus au titre de la convention Syntec en France. L'acquisition des droits en fonction de l'ancienneté donne droit à une indemnité de fin de carrière.

ENGAGEMENT NET RECONNU AU BILAN

En millions d'euros	2018	2017
Valeur actuelle des obligations financées ou partiellement financées en matière de retraite	14,7	13,7
Juste valeur des actifs	-	-
Provision inscrite au bilan	14,7	13,7

ÉVOLUTION DU PASSIF NET COMPTABILISÉ AU BILAN

En millions d'euros	2018	2017
Montant du passif net de début d'exercice	13,7	26,4
Coût des services rendus au cours de la période	1,4	1,8
Coût financier	0,2	0,3
Réévaluation du passif net comptabilisée par capitaux propres	(0,4)	1,5
Écarts de conversion	0,1	(0,3)
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,4	0,1
Diminutions liées aux activités cédées	-	(15,4)
Prestations payées	(0,7)	(0,7)
Montant du passif net de fin d'exercice	14,7	13,7

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé au poste amortissements et provisions opérationnelles courantes et le coût financier en autres produits et charges financiers.

Les écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sont principalement constitués des effets liés au

changement de la table de turnover sur la population de plus de 60 ans. Le taux d'actualisation retenu sur l'exercice 2018 est de 1,6 % contre 1,5 % en 2017 pour la France. Le taux composite retenu est déterminé à partir des taux Bloomberg et iBoxx pris comme référence.

VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT DE RETRAITE

En millions d'euros	2018	2017
Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice	13,7	27,6
Coût des services rendus au cours de la période	1,4	1,8
Coût financier	0,2	0,3
Réévaluation du passif net comptabilisée par capitaux propres	(0,4)	1,5
Écarts de conversion	0,1	(0,3)
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,4	0,1
Diminutions liées aux activités cédées	-	(16,6)
Prestations payées	(0,7)	(0,7)
Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice	14,7	13,7

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

En pourcentage	2018	2017
France		
Taux d'actualisation	1,6 %	1,5 %
Taux d'augmentation des salaires	1,5 %	1,5 %

RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

En millions d'euros	2018	2017
Montant comptabilisé en charges au titre des régimes de retraite à cotisations définies	(11,8)	(9,7)

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le passif comptabilisé au titre des indemnités de retraite (convention Syntec) est calculé en fonction d'hypothèses actuarielles : table de mortalité, rotation du personnel, niveau futur des salaires, taux d'actualisation, taux attendu de rendement des actifs du régime. Les variations de ces hypothèses peuvent impacter plus ou moins fortement le passif.

Le Groupe a choisi de présenter une analyse de sensibilité pour la zone France sur le taux d'actualisation, hypothèse impactant fortement les capitaux propres (nets d'impôt) en cas de modification du taux :

	Moins 1 %	Moins 0,5 %	Plus 0,5 %	Plus 1 %
Impact sur les capitaux propres (en millions d'euros)	(1,2)	(0,5)	0,5	1,0
Impact sur les capitaux propres (en %)	(0,3) %	(0,1) %	0,1 %	0,3 %
Impact sur le passif net (en %)	10,9 %	4,5 %	(4,5) %	(9,1) %

5.3.3 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Conformément à la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, le Groupe comptabilise les transactions rémunérées par paiement en actions avec ses salariés sous forme d'une charge compensatoire.

La comptabilisation se fait à la juste valeur des avantages accordés aux salariés dans le cadre de plans d'attributions d'actions gratuites et de performance.

Elle se matérialise par l'enregistrement d'une charge linéarisée sur la période d'acquisition des droits (vesting period).

Ce retraitement réduit le résultat net consolidé par la constatation d'une charge opérationnelle non liée à l'activité, mais est sans effet sur le total des capitaux propres du Groupe.

ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	Plan 2014	Plan 2015	Plan 2016	Plan 2016	Plans 2017	Plans 2018
	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites
En circulation au 1^{er} janvier 2017	3 500	2 500	7 000	300 300	-	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	-	86 750	-
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	-	-	-	(5 660)	(1 100)	-
Actions livrées pendant la période	-	(2 500)	-	-	-	-
Actions annulées pendant la période	-	-	-	(137 700)	-	-
En circulation au 31 décembre 2017	3 500	-	7 000	156 940	85 650	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	-	-	51 000
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	-	-	(7 000)	(20 060)	(15 900)	(1 250)
Actions livrées pendant la période	(3 500)	-	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre 2018	-	-	-	136 880	69 750	49 750
Année d'acquisition *	2018	2017	2018	2020	2020	2020/2021

* L'année d'acquisition varie selon les pays des bénéficiaires des plans.

JUSTE VALEUR DES ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	2018	2017
Juste valeur moyenne pondérée des actions gratuites attribuées sur l'exercice (en euros pour une unité)	26,10	32,79

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Les rémunérations et avantages octroyés aux membres du conseil d'administration dans le cadre de leurs mandats sociaux et autres mandataires sociaux sont les suivants :

En millions d'euros	2018	2017
Salaire et autres avantages à court terme *	(0,7)	(1,4)
Jetons de présence	(0,2)	(0,3)
Paiements en actions	-	-
Total	(0,9)	(1,7)

* Correspondent aux rémunérations directes (charges comprises) et indirectes versées aux membres du conseil d'administration dans le cadre de leurs mandats sociaux et aux mandataires sociaux.

5.4 Autres charges et produits d'exploitation

En millions d'euros	2018	2017
Sous-traitance opérationnelle et achats sur affaires	(34,1)	(40,1)
Coût des locaux	(8,2)	(7,6)
Coût du transport, voyages et déplacement	(11,6)	(11,5)
Autres	(37,1)	(29,4)
Total	(91,0)	(88,6)

La catégorie « Autres » est principalement constituée des coûts de l'informatique, des commissions et honoraires et des frais de publicité et relations publiques.

5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets

En millions d'euros	2018	2017
Dotations aux amortissements	(3,3)	(2,2)
Variation nette des provisions	(1,1)	(0,8)
Total	(4,4)	(3,0)

5.6 Produits et charges opérationnels non liés à l'activité

Les produits et charges opérationnels non liés à l'activité sont constitués :

- des charges liées aux actions gratuites et de performance ;
- des coûts d'acquisition ou de cession (honoraires externes liés aux opérations de croissance externe ou de cessions) ;

- des plus ou moins-values de cession d'activités hors celles relevant de la norme IFRS 5 ;
- des produits et charges liés à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, constitués principalement des coûts de restructuration, des pertes de valeur des actifs (y compris les goodwill), et d'autres produits et charges d'une matérialité significative.

En millions d'euros

	2018	2017
Complément de provision litige fiscal	-	(6,8)
Charges et provisions liées à l'adaptation de certains moyens du Groupe à son nouveau périmètre et à des mesures de restructuration de son activité énergie conventionnelle	-	(4,8)
Charge liée aux actions gratuites et de performance	(0,6)	(0,7)
Frais liés aux acquisitions des sociétés et autres produits et charges non liés à l'activité	(0,3)	0,5
Total	(0,9)	(11,8)

NOTE 6 INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIFS NON COURANTS

6.1 Immobilisations incorporelles

Conformément aux critères de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et au titre desquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Elles sont essentiellement composées de logiciels (immobilisations à durée de vie finie) qui sont amortis sur la durée d'utilité comprise en fonction de la typologie des logiciels entre 3 à 5 ans de façon linéaire :

- logiciels de gestion : 5 ans ;
- logiciels de production : 3 à 5 ans ;
- logiciels de bureautique : 1 à 3 ans.

En ce qui concerne les immobilisations générées en interne, le Groupe immobilise les frais de développement dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des conditions définies par la norme IAS 38.

Les coûts devant être activés sont ceux qui sont encourus à partir de la date à laquelle le Groupe peut démontrer tout ce qui suit :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente ;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaires pour réaliser le projet ;
- sa capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées ou affectées sur une base raisonnable, cohérente et permanente, à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées. En sont exclus les coûts de vente, coûts administratifs et frais généraux indirects. Elles sont amorties sur la durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti (coût historique à la date de comptabilisation initiale majoré des dépenses ultérieures amortissables et diminuées des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées).



En millions d'euros	2018	2017
Début d'exercice	1,6	3,6
Acquisitions	4,6	2,0
Variations liées aux regroupements d'entreprises	(0,7)	0,8
Diminutions liées aux activités cédées	-	(2,9)
Amortissements	(0,8)	(1,6)
Cessions et mises au rebut	-	(0,1)
Effets de change	-	(0,1)
Autres variations	-	(0,1)
Fin d'exercice	4,7	1,6
Valeur brute de fin d'exercice	11,8	7,3
Cumul des amortissements et des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(7,1)	(5,7)

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des logiciels exploités par le Groupe.

Le Groupe est en cours de développement d'un nouvel ERP pour le pilotage financier de ses activités. Les montants immobilisés à ce titre se montent à 2,5 millions d'euros à la clôture de l'exercice.

6.2 Immobilisations corporelles

Conformément aux critères d'IAS 16, sont enregistrés en immobilisations corporelles les biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être utilisés à des fins administratives. Ces biens sont comptabilisés à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité dans les conditions suivantes :

- installations et agencements divers : 3 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur de l'immobilisation ou comptabilisés séparément s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant sont comptabilisés en charges.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location longue durée, qui en substance transfèrent l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

En millions d'euros	Terrains, constructions et agencements	Matériel informatique	Autres	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2017	23,6	56,7	12,9	93,2
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 1 ^{er} janvier 2017	(14,6)	(52,5)	(8,3)	(75,4)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2017	8,9	4,3	4,7	17,9
Acquisitions	2,2	3,8	2,1	8,1
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,3	0,1	0,1	0,5
Diminutions liées aux activités cédées	(5,2)	(4,3)	(4,2)	(13,7)
Amortissements	(1,9)	(2,4)	(0,8)	(5,1)
Cessions et mises au rebut	-	(0,5)	-	(0,5)
Effets de change	(0,3)	(0,1)	(0,1)	(0,5)
Autres variations	0,1	0,2	(0,3)	-
Valeur brute au 31 décembre 2017	10,3	7,9	4,2	22,4
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2017	(6,2)	(6,8)	(2,7)	(15,7)
Valeur nette au 31 décembre 2017	4,1	1,1	1,5	6,7
Acquisitions	1,0	1,3	1,2	3,5
Amortissements	(1,3)	(0,8)	(0,4)	(2,5)
Effets de change	-	-	(0,1)	(0,1)
Autres variations	(0,2)	0,3	(0,1)	-
Valeur brute au 31 décembre 2018	11,1	9,2	5,1	25,4
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2018	(7,5)	(7,3)	(2,9)	(17,7)
Valeur nette au 31 décembre 2018	3,6	1,9	2,1	7,6

6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont définis selon IAS 40, comme des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, ou pour valoriser le capital, ou les deux plutôt que pour les utiliser dans la production ou à des fins administratives.

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur avec variation de juste valeur imputée au compte de résultat de la période.

L'immeuble comptabilisé au 31 décembre 2018 au poste « immeubles de placement » est un bien détenu en pleine propriété situé à Equeurdreville. Il est évalué à la juste valeur. Une évaluation a été effectuée en février 2014 par un expert indépendant n'ayant aucun lien juridique avec le Groupe. La méthode d'évaluation utilisée, conforme aux normes IFRS, fait référence à des transactions sur des biens similaires récemment opérées et s'inscrivant dans un même marché, ainsi qu'à une approche par la valeur de rendement. De plus, il y a lieu de considérer les grandes tendances du marché.

Au 31 décembre 2018, la valeur de l'immeuble de placement est de 1,4 million d'euros.

Il est, par ailleurs, précisé que l'économie du contrat de bail n'a pas significativement évolué depuis la dernière évaluation.

6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group

Comme indiqué dans la note 2 – Faits marquants, la participation d'Assystem dans les instruments de fonds propres et quasi-fonds propres d'Expleo Group est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée au poste « Titres et obligations convertibles Expleo Group ». Les obligations convertibles Expleo Group sont valorisées à la juste valeur par le résultat.



En millions d'euros	2018	2017
Début d'exercice	128,3	-
Souscription au capital d'Expleo Group *	30,4	62,4
Souscription aux obligations convertibles Expleo Group	30,3	62,1
Quote-part du résultat	(6,2)	2,3
Mouvements comptabilisés par les capitaux propres	0,7	-
Produit des obligations convertibles	8,3	1,5
Autres éléments du résultat global	(1,5)	-
Fin d'exercice	190,3	128,3
Part titres mises en équivalence	88,1	64,7
Part obligations convertibles	102,2	63,6

* Prix d'acquisition des titres y compris frais d'acquisition.

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2018	2017
Chiffre d'affaires	1 042,7	178,9
Résultat net	(16,3)	5,9
Autres éléments du résultat global	(3,7)	(0,3)
Total résultat global	(20,0)	5,6
Actifs non courants	982,4	555,6
Actifs courants	401,9	308,4
Passifs non courants	(806,5)	(452,2)
Passifs courants	(357,7)	(258,6)
Actif net	220,1	153,2

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2018	2017
Chiffre d'affaires	5,9	1,1
Autres produits et charges d'exploitation	(4,5)	(1,9)
Produits financiers	8,3	1,6
Créances clients et autres actifs courants	2,5	5,7
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	1,4	2,4
Obligations convertibles Expleo Group	102,2	63,6

6.5 Actifs financiers non courants

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, les titres non consolidés sont enregistrés à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management dans le compte de résultat « Autres produits et charges financiers » ou en capitaux propres dans la rubrique des « Autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclés en résultats.

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont issus de la fourniture de services, de biens mais aussi de fonds monétaires à un débiteur sans intention de les négocier. Ils sont évalués au coût amorti suite à leur comptabilisation initiale. Ils sont dépréciés en fonction du modèle des pertes attendues en application d'IFRS 9.

En millions d'euros	2018	2017
Début d'exercice	128,6	13,9
Augmentations	0,7	0,8
Acquisition de 5 % de Framatome	-	124,3
Remboursements	(0,2)	(0,3)
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	0,1
Diminutions liées aux activités cédées	-	(9,9)
Variation de juste valeur	-	(0,3)
Fin d'exercice	129,1	128,6

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de la participation dans la société Framatome. Cette dernière est évaluée à la juste valeur par le résultat.

Ils sont également constitués par les dépôts de garantie octroyés aux établissements avec lesquels le Groupe contracte ses engagements de location immobilière. Ces dépôts sont restitués au Groupe à la fin du bail. Le Groupe s'engageant généralement avec des acteurs de premier

plan sur le marché de l'immobilier, le risque de crédit correspondant est très limité.

Sont également incluses dans cette rubrique les sommes versées sous forme de prêts remboursables dans le cadre du paiement pour l'effort à la construction (France uniquement). Ces prêts sont remboursables à l'issue d'une période de vingt ans par des organismes publics et font l'objet d'un calcul d'actualisation financière.

6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	2018	2017
Variation des prêts à caractère d'exploitation et dépôts de garantie	(0,5)	(0,5)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4,6)	(2,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3,5)	(8,1)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	0,5	(0,4)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(8,1)	(11,0)

En millions d'euros	2018	2017
Prix de cession des immobilisations	0,2	0,7
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	-	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,2	0,7

NOTE 7 CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

7.1 Actions

En nombre d'actions	Actions ordinaires	
	2018	2017
Début d'exercice	15 668 216	22 218 216
Émission suite à l'offre publique d'échange	-	(6 550 000)
Réduction de capital	-	(509 153)
Actions d'autocontrôle	(667 336)	(509 153)
Fin d'exercice	15 000 880	15 159 063
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	15 668 216	15 668 216
Valeur nominale de l'action (en euros par action)	1,00	1,00

Au 31 décembre 2018, les actions Assystem SA sont comme suit :

- nombre d'actions à droit de vote simple : 5 809 430 ;

- nombre d'actions à droit de vote double : 9 858 786.

Chacune des actions donne droit à dividende dans les mêmes conditions.

7.2 Actions propres

Conformément à IAS 32, les actions de la société tête de Groupe détenues par elle-même ou une de ses filiales sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Aucune variation de juste valeur de ces actions n'est comptabilisée. Les plus ou moins-values de cession nettes d'impôt des actions d'autocontrôle sont directement imputées en capitaux propres.

En nombre d'actions	Actions d'autocontrôle	
	2018	2017
Début d'exercice	509 153	1 068 442
Achats d'actions propres	229 084	71 465
Offre publique de rachat d'actions propres	-	6 000 000
Cessions d'actions propres	(67 401)	(78 254)
Actions propres livrées au bénéfice des salariés et mandataires sociaux	(3 500)	(2 500)
Actions annulées dans le cadre d'une réduction de capital	-	(6 550 000)
Fin d'exercice	667 336	509 153
Valeur des actions propres dans les capitaux propres (en millions d'euros)	(15,3)	(10,7)

7.3 Résultat par action

RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	2018			2017		
	Activités poursuivies	Activités cédées	Total	Activités poursuivies	Activités cédées	Total
Résultat net – part du Groupe	20,2	(0,3)	19,9	12,8	391,3	404,1
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	20,2	(0,3)	19,9	12,8	391,3	404,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	15 089 319	15 089 319	15 089 319	20 910 097	20 910 097	20 910 097
Résultat de base par action (en euros par action)	1,34	(0,02)	1,32	0,61	18,71	19,33

RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe ajusté des effets des instruments potentiellement dilutifs, nets de l'effet de l'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation. Les actions propres portées en diminution des capitaux propres ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action de base et dilués.

Au sein du Groupe, les instruments dilutifs correspondent aux actions gratuites.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action. Selon IAS 33, s'il est supérieur au résultat de base par action, le résultat dilué par action tel que calculé est considéré comme non représentatif et est ramené au résultat de base par action.

Le résultat dilué par action est le suivant :

En millions d'euros	2018			2017		
	Activités poursuivies	Activités cédées	Total	Activités poursuivies	Activités cédées	Total
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	20,2	(0,3)	19,9	12,8	391,3	404,1
Charge d'intérêts liée à l'Ornane et l'Odirnane (nette d'impôt sur les sociétés)	-	-	-	-	-	0,0
Résultat utilisé dans le calcul du résultat dilué par action	20,2	(0,3)	19,9	12,8	391,3	404,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	15 089 319	15 089 319	15 089 319	20 910 097	20 910 097	20 910 097
Nombre moyen pondéré d'instruments dilutifs en circulation au cours de l'exercice						
◦ Actions gratuites et/ou de performance	144 060	112 320	256 380	113 330	139 860	253 190
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dans le calcul du résultat dilué par action	15 233 379	15 201 639	15 345 699	21 023 427	21 049 957	21 163 287
Résultat dilué par action (en euros par action)	1,33	-	1,30	0,61	18,59	19,09

7.4 Dividendes par action

	2019 *	2018	2017
Date de versement des dividendes sur les résultats de l'exercice précédent	Au plus tard le 30 juin 2019	21/06/2018	14/06/2017
Date de la proposition de distribution sur les résultats de l'exercice précédent à l'assemblée générale	16/05/2019	16/05/2018	16/05/2017
Montant total de la distribution (en millions d'euros) sur les résultats de l'exercice précédent *	NC	15,1	21,2
Dividende par action (en euros par action) sur les résultats de l'exercice précédent	1,00	1,00	1,00

* Soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif du bilan dans le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

En millions d'euros	2018	2017
Trésorerie	32,4	28,2
Équivalents de trésorerie	-	-
Total	32,4	28,2

Les comptes bancaires ne sont soumis à aucune restriction d'utilisation.

Le rapprochement entre les montants de trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie et le bilan est présenté dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	2018	2017
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28,2	85,4
Découverts bancaires	(0,9)	(1,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	27,3	84,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,4	28,2
Découverts bancaires	(0,3)	(0,9)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	32,1	27,3

8.2 Dettes financières

Les emprunts et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur nette des frais de transaction puis au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant : si les passifs doivent être réglés dans les douze mois après la clôture de l'exercice, ils sont classés en passif courant.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (COURANTS ET NON COURANTS)

En millions d'euros	Début d'exercice	Augmentations nettes	Remboursements	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	Fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	59,7	-	-	-	(0,3)	59,4
Dettes financières diverses	3,6	-	-	-	0,2	(0,1)	3,7
Total non courant	3,6	59,7	-	-	0,2	(0,4)	63,1
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Dettes financières diverses	1,0	-	(0,1)	0,1	-	(0,6)	0,4
Total courant	1,0	-	(0,1)	0,1	-	(0,6)	0,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	59,7	-	-	-	(0,3)	59,4
Dettes financières diverses	4,6	-	(0,1)	0,1	0,2	(0,7)	4,1
Total	4,6	59,7	(0,1)	0,1	0,2	(1,0)	63,5

Les principaux mouvements de l'exercice concernant les augmentations et remboursements sont les suivants :

- pour financer l'investissement complémentaire dans Expleo Group, le Groupe a mis en place un emprunt moyen terme à hauteur de 30 millions d'euros remboursable in fine en septembre 2022 et a tiré sur sa ligne de crédit revolving négociée en septembre 2017 à hauteur de 30 millions d'euros. Le montant de cette dernière a par ailleurs été porté de 120 à 150 millions d'euros à échéance septembre 2023. Les frais de transaction se sont montés à 0,3 million d'euros, soit un financement net de 59,7 millions d'euros ;
- les autres mouvements des dettes financières sont principalement constitués de la variation de juste valeur des dérivés pour - 0,3 million d'euros (voir note 8.3 – Instruments financiers dérivés) et à la variation des découverts bancaires pour - 0,6 million d'euros.

Le crédit revolving et le crédit moyen terme font l'objet d'un covenant financier. Le non-respect de ce dernier déclencherait une obligation de remboursement anticipée imposant la comptabilisation de l'intégralité des montants non payés en « Emprunts et dettes financières courants » à la clôture de l'exercice. Le covenant impose le respect, sur la base des comptes consolidés et à chaque clôture semestrielle ou annuelle, d'un plafond au ratio dettes financières nettes/EBITDA réalisé sur les 12 derniers mois (proforma des corrections relatives aux acquisitions et cessions), de respectivement 3,95 chaque 30 juin et 3,75 chaque 31 décembre.

À la clôture de l'exercice 2018, le ratio mesuré ne dépasse pas le plafond contractuel.

8.3 Instruments financiers dérivés

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe documente au moment de la transaction la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture. Le Groupe documente également ses estimations, à la date de mise en place et de manière prospective afin de statuer sur le caractère efficace de la couverture pour parvenir à compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuable au risque couvert.

Couverture de juste valeur (fair value hedge)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou passif ou à un engagement d'acquérir ou de vendre un actif à un prix déterminé, qui est attribuable à un risque particulier et qui affectera le résultat présenté. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Couverture de flux de trésorerie (cash-flow hedge)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affectera le résultat.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- tenir une documentation interne sur la couverture mise en place ;
- la couverture est hautement efficace ;
- la transaction prévue qui fait l'objet de la couverture est hautement probable et comporte une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait in fine affecter le résultat.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global pour la partie dite « efficace » et la partie non efficace est imputée dans le compte de résultat de la période. Si l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte initialement comptabilisé en autres éléments du résultat global doit être maintenu séparément en autres éléments du résultat global tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Si l'on ne s'attend plus à ce que l'engagement ou la transaction se produise, tout résultat net comptabilisé directement en autres éléments du résultat global est transféré au compte de résultat.



DÉRIVÉS DE CHANGE

Le Groupe a poursuivi sa politique de couverture du risque de change (voir note 2.2.3 – Risques financiers du présent document de référence) par la mise en place de nouvelles couvertures constituées de ventes et achats à terme de devises et de swaps de trésorerie.

Les instruments dérivés de change au 31 décembre 2018 sont comptabilisés pour un montant non significatif au 31 décembre 2018 (0,3 million d'euros en autres actifs financiers courants en 2017).

La comptabilité de couverture a été appliquée, entraînant la comptabilisation d'une variation de juste valeur de - 0,4 million d'euros en autres éléments du résultat global.

8.4 Informations sur l'endettement net

La trésorerie et l'endettement financier sont constitués à l'actif des postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » et des dérivés actifs courants et non courants (inclus dans les postes « autres actifs financiers ») et au passif des postes « emprunts et dettes financières » et « juste valeur des instruments financiers dérivés ».

L'endettement financier net correspond à l'endettement financier brut (emprunts obligataires, autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants. Il se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2018	Échéancier					
		2019	2020	2021	2022	2023	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit *	59,4	-	-	-	30,0	30,0	-
Dettes financières diverses	4,1	0,4	-	-	-	-	3,7
Total endettement brut	63,5	0,4	-	-	30,0	30,0	3,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,4	32,4	-	-	-	-	-
Dérivés	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie, équivalents de trésorerie et dérivés actifs	32,4	32,4	-	-	-	-	-
Total endettement net	31,1	(32,0)	-	-	30,0	30,0	3,7

* Les frais de crédit non amortis au 31 décembre 2018 pour un montant de 0,6 million d'euros ne sont pas valorisés dans l'échéancier des emprunts auprès des établissements de crédit.

L'endettement net converti au cours de clôture réparti par devise se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2018	Euro	Livre Sterling	Dollar US	Autres devises
Total endettement net	31,1	47,4	(3,8)	(7,6)	(4,9)

8.5 Produits et charges financiers

PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS NETS SUR TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

Les produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement sont constitués de l'ensemble des résultats produits par des éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

Les variations de juste valeur des actifs et passifs financiers inclus dans les postes cités ci-dessus sont exclues du coût de l'endettement financier net, et classées dans les autres produits et charges financiers nets.

En millions d'euros	2018	2017
Emprunts obligataires – Ornane et Odinnane	-	(0,1)
Lignes moyen et long terme	(0,9)	(0,8)
Intérêts sur dettes financières	(0,9)	(0,9)
Produits des placements de trésorerie	-	0,2
Impact de change	0,3	(1,3)
Autres produits et charges financiers liés à l'endettement net	(0,8)	(0,7)
Produits et charges financiers sur trésorerie et endettement	(1,4)	(2,7)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne sont pas de nature opérationnelle (produits financiers provenant de l'activité principale de l'entreprise, d'une filiale ou branche d'activité et les produits financiers connexes à une activité commerciale) et qui ne ressortent pas du coût de l'endettement financier net.

Ils sont principalement constitués des dividendes des sociétés non consolidées, des dépréciations des actifs disponibles à la vente, des résultats de cession des actifs disponibles à la vente, des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers courants et non courants, des effets de l'actualisation des provisions, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers, d'autres produits et charges financiers divers.

En millions d'euros	2018	2017
Effets de l'actualisation	(0,1)	(0,4)
Coût amorti des passifs financiers	(0,2)	(0,3)
Pertes et gains de change	0,7	(0,1)
Profit net (perte nette) découlant des actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat	0,4	6,4
Autres produits et charges financiers	(0,8)	(2,8)
Total autres produits et charges financiers	-	2,8

Le profit net découlant de passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat résulte à hauteur de 0,4 million d'euros de la révision des hypothèses de calcul des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires et des engagements de paiements de dividendes aux actionnaires tiers de la société Envy (Turquie) (voir note 10 – Dettes sur acquisitions de titres (courantes ou non courantes) et autres passifs non courants).

8.6 Gestion du risque financier

La politique de gestion des risques est décrite en détail dans la note 2.2.3 – Risques financiers du présent document de référence.

Le Groupe présente dans cette note des éléments chiffrés relatifs à la gestion des risques.

EXPOSITION AU RISQUE DE CONVERSION EN EUROS DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES LIBELLÉS EN DEVISES LOCALES

Le Groupe est exposé au risque de conversion en euros des états financiers des filiales étrangères libellés en devises locales, principalement sur les parités euro/livre turque, euro/saudi riyal et euro/livre sterling.

La situation nette des filiales opérant dans les pays correspondants est présentée dans le tableau ci-dessous :

En millions de devises locales	TRY	SAR	GBP
Actif non courant	78,3	106,2	2,0
Actif courant	43,0	107,8	13,0
Total Actif	121,3	214,0	15,0
Passif non courant	0,8	26,9	3,1
Passif courant	17,3	101,5	3,3
Total Passif	18,1	128,4	6,4
Situation nette de clôture en devise locale	103,2	85,6	8,6
Situation nette de clôture convertie en euro	17,0	19,9	9,6

Ces devises ont évolué comme suit en 2018 :

	2018	2017	Var en %
Pour 1 TRY = x EUR	0,17	0,22	(25) %
Pour 1 SAR = x EUR	0,23	0,22	5 %
Pour 1 GBP = x EUR	1,12	1,13	(1) %

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette signée le 19 janvier 2018, composée d'un crédit revolving de 150 millions d'euros à échéance septembre 2023, utilisé au 31 décembre 2018 à hauteur de 30 millions d'euros et d'un crédit moyen terme de 30 millions

d'euros à échéance septembre 2022. Les deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Tant que l'indice est négatif, il est réputé égal à zéro. Le Groupe n'a pas mis en place de couverture de taux compte tenu de son faible endettement et considère le risque de variation importante de l'indice de référence peu probable.

ÉCHÉANCES CONTRACTUELLES RÉSIDUELLES

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit (paiements d'intérêts inclus). Les flux futurs présentés ci-dessous, à la fois les coupons et les remboursements, ne sont pas actualisés.

En millions d'euros	Valeur comptable 2018	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	de 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières	63,5	65,8	0,5	65,3	-
Dettes sur acquisitions de titres courantes et non courantes	5,7	8,8	1,1	3,4	4,3
Autres passifs non courants	1,3	1,8	-	1,1	0,7
Fournisseurs	31,0	31,0	31,0	-	-
Autres passifs courants ⁽¹⁾	6,9	6,9	6,9	-	-
Engagements de location simple ⁽²⁾	-	13,3	7,5	5,8	-
Total des obligations contractuelles	108,4	127,6	47,0	75,6	5,0

(1) Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

(2) Engagements figurant hors bilan.

NOTE 9 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise des provisions dans le cas où l'entreprise a une obligation actuelle, contractuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque cette obligation peut être estimée de façon fiable conformément à la norme IAS 37.

Si l'effet est significatif, les provisions sont actualisées par l'utilisation d'un taux prenant en compte des risques spécifiques à la transaction et à la maturité de la provision. L'effet de l'actualisation est comptabilisé en résultat financier.

En millions d'euros	Début d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	Autres mouvements	Fin d'exercice
Risques sociaux et fiscaux	16,4	0,5	(0,3)	-	-	-	16,6
Total non courant	16,4	0,5	(0,3)	-	-	-	16,6
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,4	-	(0,3)	-	-	0,5
Restructurations	4,7	0,3	(4,9)	0,1	1,1	-	1,3
Risques sociaux et fiscaux	1,9	0,4	(0,4)	(0,7)	-	(0,1)	1,1
Autres	1,2	0,6	(0,2)	(0,8)	-	-	0,8
Total courant	8,2	1,7	(5,5)	(1,7)	1,1	(0,1)	3,7
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,4	-	(0,3)	-	-	0,5
Restructurations	4,7	0,3	(4,9)	0,1	1,1	-	1,3
Risques sociaux et fiscaux	18,3	0,9	(0,7)	(0,7)	-	(0,1)	17,7
Autres	1,2	0,6	(0,2)	(0,8)	-	-	0,8
Total	24,6	2,2	(5,8)	(1,7)	1,1	(0,1)	20,3

Assystem a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (« CIR ») enregistrés par son ancienne filiale Assystem France (maintenant filiale d'Expleo Group) au titre des exercices 2010, 2011 et 2012. Assystem considère que ce redressement repose sur une position « de place » de l'administration, opposée de façon générale

sans véritable fondement aux sociétés françaises concernées, et conteste en totalité sa validité par voie de réclamation contentieuse.

Le risque a cependant été provisionné à hauteur de 50 % au titre de l'exercice 2015 par Assystem France dans ses comptes sociaux et en conséquence par Assystem dans ses comptes consolidés. Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'administration fiscale d'avis de mise en

recouvrement, il est intégralement provisionné depuis l'exercice 2017 dans les comptes consolidés d'Assystem en principal et intérêts de retard potentiels, étant précisé qu'Assystem France avait transféré ce risque à sa maison mère Assystem SA le 31 décembre 2016 moyennant paiement d'une indemnité.

La charge correspondante s'est élevée à 8,8 millions d'euros dans les comptes consolidés d'Assystem au titre de l'exercice 2017, dont 6,7 millions d'euros au titre du redressement lui-même (enregistrés en produits et charges opérationnels non liés à l'activité), et 2,1 millions d'euros au titre des intérêts de retard potentiellement dus au 31 décembre 2017 (enregistrés en résultat financier). Au 31 décembre 2018, la

provision correspondante s'élève à un total de 16,4 millions d'euros, dont principalement 13,5 millions d'euros au titre de la notification de redressement et 2,4 millions d'euros au titre des intérêts de retard potentiels. Une charge de 0,3 million d'euros d'intérêts de retard potentiels complémentaires a été enregistrée en résultat financier au titre de l'exercice 2018.

Les provisions pour risques sociaux et fiscaux non courantes sont essentiellement constituées de la provision pour contrôle fiscal. L'évolution de ces provisions est décrite en note 5.6 – Produits et charges opérationnels non liés à l'activité.

NOTE 10 DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS (COURANTS OU NON COURANTS)

Le Groupe peut prendre auprès d'actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations, matérialisés sous forme d'options de vente qui leur sont consenties. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le Groupe enregistre donc un passif financier au titre des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires des entités concernées. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice, puis lors des arrêts ultérieurs, sur la base de la juste valeur des actions potentiellement achetées si le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur. La variation ultérieure de juste valeur de l'engagement est comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, il enregistre au passif non courant des montants actualisés relatifs aux engagements de paiements de dividendes aux actionnaires tiers.

Les montants enregistrés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2018 au titre des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires sont de 5,7 millions d'euros en dettes sur acquisitions de titres (au 31 décembre 2017 : 9,1 millions d'euros).

Les montants concernant les options de vente sont principalement rattachés aux acquisitions suivantes :

- Envy pour un montant total de 4,6 millions dans les passifs non courants : le Groupe a revu ses hypothèses de calcul entraînant une baisse de la dette de 0,4 million d'euros ;
- Assystem Care Holding pour un montant total de 1,1 million d'euros dans les passifs courants : le Groupe a procédé au cours de

l'exercice au règlement de la dette à hauteur de 2,5 millions d'euros et a revu ses hypothèses de calcul entraînant une baisse de la dette de 0,5 million d'euros comptabilisée en diminution du goodwill (voir note 3.2 – Regroupements d'entreprises).

Les montants actualisés relatifs aux engagements de paiements de dividendes aux actionnaires tiers sont enregistrés en « Autres passifs non courants » pour un montant de 1,8 million d'euros et concernent la société Envy (Part non courante : 1,3 million d'euros, part courante 0,5 million d'euros).

L'évolution des dettes comptabilisées vis-à-vis des actionnaires minoritaires de la société Envy est décrite en note 8.5 – Produits et charges financiers.



NOTE 11 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**11.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers****ACTIFS FINANCIERS**

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2018				2017
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Obligatoirement évalués par le résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Immeubles de placement	1,4	-	1,4	-	1,4
Obligations convertibles Expleo Group	102,2	102,2	-	-	63,6
Autres actifs financiers	129,1	124,3	-	4,8	128,6
Clients et comptes rattachés	150,8	-	-	150,8	160
Autres créances *	7,3	-	-	7,3	5,7
Autres actifs courants	0,5	-	-	0,5	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	32,4	-	-	32,4	28,2
Total	423,7	226,5	1,4	195,8	388,0

* Hors créances sociales et fiscales et charges constatées d'avance.

PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des passifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2018				2017
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Obligatoirement évalués par le résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Emprunts et dettes financières courants et non courants	63,5	-	-	63,5	4,6
Dettes sur acquisitions de titres courantes et non courantes	5,7	-	5,7	-	9,1
Autres passifs non courants	1,3	-	1,3	-	1,8
Fournisseurs et comptes rattachés	31,0	-	-	31,0	32,8
Dettes sur immobilisations	0,8	-	-	0,8	0,2
Autres passifs courants *	6,9	-	-	6,9	6,7
Total	109,2	-	7,0	102,2	55,2

* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

11.2 Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan :

- catégorie niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;

- catégorie niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transaction observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture), ou qui ne le sont que partiellement.

La hiérarchie de juste valeur par classe d'instruments financiers s'établit comme suit au 31 décembre 2018 :

	Catégorie niveau 1 Prix de marché	Catégorie niveau 2 Modèles avec paramètres observables	Catégorie niveau 3 Modèles avec paramètres non observables	Total
<i>En millions d'euros</i>				
Immeubles de placement	-	-	1,4	1,4
Obligations convertibles Expleo Group	-	-	102,2	102,2
Participation dans Framatome	-	-	124,3	124,3
Total	-	-	227,9	227,9
Dettes sur acquisitions de titres courantes et non courantes	-	-	5,7	5,7
Autres passifs non courants	-	-	1,3	1,3
Total	-	-	7,0	7,0

NOTE 12 IMPÔTS

12.1 Impôts comptabilisés au cours de la période

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Impôts exigibles	(6,4)	(4,3)
Impôts différés	0,2	(0,5)
Total impacté au compte de résultat	(6,2)	(4,8)
Impôts relatifs aux actions propres	-	0,3
Impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global	(0,1)	0,1
Total impacté directement aux capitaux propres	(0,1)	0,4
Impôts exigibles	(6,4)	(4,0)
Impôts différés	0,1	(0,4)
Total de la période	(6,3)	(4,4)

12.2 Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	2018	2017
Résultat avant impôt des activités poursuivies hors résultat des sociétés mises en équivalence et produit des obligations convertibles Expleo Group	23,5	13,4
Taux théorique d'impôt	34,43 %	34,43 %
Charge d'impôt théorique	(8,1)	(4,6)
Différences permanentes	4,0	2,9
Différences liées aux taux d'imposition	2,1	(0,1)
Autres impôts	(4,1)	(2,1)
Produit ou charge de l'exercice afférent aux variations des taux d'impôts ou à l'assujettissement à des impôts nouveaux	(0,2)	0,1
Ajustements comptabilisés au cours de la période au titre des périodes antérieures	0,1	(1,0)
Avantages provenant des déficits fiscaux et différences temporaires non comptabilisés sur les exercices antérieurs	-	0,2
Impacts liés aux déficits et différences temporelles non activés sur l'exercice	-	(0,2)
Total des ajustements	1,9	(0,2)
Charge d'impôt réelle	(6,2)	(4,8)
Taux effectif d'impôt	26,38 %	35,82 %

Le montant figurant à la ligne « Autres impôts » est essentiellement constitué de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des filiales françaises.

12.3 Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur la différence entre la valeur des actifs et passifs inscrite dans les états financiers et la valeur taxable correspondante dans le calcul de l'impôt. Ils sont constitués selon la méthode du report variable.

Un impôt différé passif est généralement constitué en regard des différences temporaires imposables existantes sauf exception prévue par la norme IAS 12.

Un actif d'impôt différé, notamment sur les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ainsi que sur les différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société disposera de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels ils pourront être imputés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte :

- des prévisions de bénéfices imposables futurs ;
- de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées ;
- de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Un impôt différé passif est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables relatives aux participations dans les entreprises associées même en l'absence de distribution probable (le Groupe ne contrôle pas l'entreprise et n'est donc pas en mesure de déterminer sa politique de distribution), sauf si un accord prévoit que les bénéfices de l'entreprise associée ne seront pas distribués dans un futur prévisible.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge comptabilisé en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés par autorité fiscale, et ne sont pas actualisés. Le Groupe ne compense ses actifs et passifs d'impôts différés que s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Les impôts différés présentés au bilan sont regroupés par groupe d'unités fiscales. En revanche, les tableaux ci-dessous sont présentés par nature d'impôts différés.

IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN

En millions d'euros	2018	2017
Actifs d'impôts différés	5,3	5,1
Recouvrables à moins d'un an	1,8	1,3
Recouvrables à plus d'un an	3,5	3,8
Passifs d'impôts différés	0,6	0,6
Exigibles à moins d'un an	-	-
Exigibles à plus d'un an	0,6	0,6
Actif net d'impôts différés	4,7	4,5
dont part à moins d'un an	1,8	1,3
dont part à plus d'un an	2,9	3,2

MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	Avantages du personnel	Reports fiscaux déficitaires	Autres	Impôts différés actif non reconnus	Impôts différés actif (a)	Impôts différés passif (b)	Solde net des impôts différés (a-b)
Au 31 décembre 2016	5,9	10,8	4,0	(2,3)	18,4	(1,4)	17,0
Diminutions liées aux activités cédées	(3,5)	(3,0)	(0,6)	1,1	(6,0)	0,2	(5,8)
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,3	(6,8)	(1,5)	1,0	(7,0)	-	(7,0)
Impôts différés comptabilisés en résultat global	0,4	-	(0,3)	-	0,1	-	0,1
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	0,3	-	0,3	-	0,3
Écarts de conversion	-	-	(0,1)	-	(0,1)	-	(0,1)
Autres	-	(0,8)	0,2	-	(0,6)	0,6	-
Au 31 décembre 2017	3,1	0,2	2,0	(0,2)	5,1	(0,6)	4,5
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	0,1	0,3	(0,3)	-	0,1	-	0,1
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,2	0,9	(0,9)	-	0,2	-	0,2
Impôts différés comptabilisés en résultat global	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Au 31 décembre 2018	3,3	1,4	0,8	(0,2)	5,3	(0,6)	4,7

Les autres impôts différés actifs ont principalement été reconnus sur la participation des salariés, les amortissements et les instruments dérivés.

NOTE 13 ENGAGEMENTS HORS BILAN

À la clôture de l'exercice, la direction estime, au regard de l'inventaire établi des engagements hors bilan décrit ci-dessous, qu'il ne subsiste pas d'autres engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation actuelle ou future du groupe Assystem.

13.1 Contrats de location simple

Le tableau ci-dessous indique à la clôture de l'exercice les loyers futurs minimaux pour les contrats non résiliables :

En millions d'euros	Moins d'un an	D'un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Paiements minimaux futurs au 31 décembre 2018	7,5	5,8	-	13,3
Immobilier	3,4	3,6	-	7,0
Autres	4,1	2,2	-	6,3
Paiements minimaux futurs au 31 décembre 2017	7,1	5,4	0,1	12,6
Immobilier	4,1	2,8	0,1	7,0
Autres	3,0	2,6	-	5,6

13.2 Autres engagements

En millions d'euros	Engagements donnés		Engagements reçus		
	Avals, cautions et garanties	Sûretés réelles	Avals, cautions et garanties	Garanties sur paiements cession titres	Ligne de crédit non utilisée
Holding	14,3	-	1,3	-	120,0
France	3,4	-	1,5	-	-
Royaume-Uni	0,7	-	-	-	-
Asie, Moyen-Orient et Afrique	5,8	-	-	-	-
Autres	0,1	-	-	-	-
Total	24,3	-	2,8	-	120,0

NOTE 14 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**CONTENTIEUX JUDICIAIRE ASG**

Le contentieux judiciaire qui oppose la société ASG aux sociétés Acergy (devenue Subsea 7), et Iska Marine, pour un sinistre intervenu au mois de janvier 2010 (incendie survenu à bord d'un navire, l'Acergy Falcon, entré en cale sèche à Brest pour des opérations de maintenance) est maintenant clos du fait d'une transaction signée entre les parties le 1^{er} avril 2019. La transaction est intégralement couverte par la

police d'assurances responsabilité civile professionnelle d'Assystem, à l'exception d'une franchise de 0,1 million d'euros provisionnée antérieurement.

CONTRÔLE FISCAL

Un contrôle fiscal relatif à Assystem SA et portant sur les exercices 2016 et 2017 est en cours.